

Nièvre Un groupement pour l'accès à la commande publique

Réunis récemment dans le groupe d'acheteurs publics GAP 58, les principaux maîtres d'ouvrage de la Nièvre préparent l'échéance de l'obligation de dématérialisation des appels d'offres en octobre 2018. La première marche a été gravie le 15 septembre, à Nevers, avec le forum des marchés publics.

Une cinquantaine d'entrepreneurs et maîtres d'ouvrage ont participé à la manifestation organisée par les cinq membres fondateurs : la Ville de Nevers, Nevers Agglomération, le conseil départemental, Nièvre Habitat et le Syndicat intercommunal d'énergies, d'équipement et d'environnement de la Nièvre, tous membres de la plate-forme de dématérialisation e-Bourgogne. Le forum a dégagé plusieurs pistes pour faciliter et encourager la soumission des entreprises locales, en particulier les TPE : formation des entrepreneurs et de leurs assistant(e)s, accompagnement sur les questions juridiques et sur les clauses sociales, etc.

Deux tiers de marchés de travaux pour les locaux. Selon le GAP 58, sur 451 marchés publics passés l'an dernier dans la Nièvre pour un total d'environ 100 millions d'euros, un tiers concernait des marchés de travaux, remportés à 68 % par des entreprises locales. Le score pourrait être amélioré, selon lui, notamment pour les petits lots de moins de 5 000 euros qui ne requièrent pas de qualifications spécifiques.

Pour l'heure informel, le GAP 58 pourrait se constituer en association. Dans l'immédiat, ses membres fondateurs invitent d'autres donneurs d'ordre à les rejoindre. « Le terrain est aujourd'hui favorable, avec l'assouplissement du Code des marchés publics qui pouvait, jusqu'alors, rebuter les petites entreprises », estime Daniel Lesueur, directeur de la commande publique à la Ville de Nevers. ● Christiane Perruchot



Eurométropole Reconversion de la raffinerie de Reichstett

Anticipant la cérémonie officielle du 8 septembre, le groupement composé de Chastagner (groupe Eiffage), Wanty, DI Environnement et Redebat pour les installations industrielles et l'alsacien GCM pour les autres bâtiments ont démarré la déconstruction et le désamiantage de l'ancienne raffinerie de Reichstett. Repreneuse de la friche de 467 hectares, la société Brownfields consacre 30 millions d'euros à ces travaux et à la dépollution de l'ensemble des sols, ainsi qu'au réaménagement des 85 hectares qu'elle conserve pour développer un « EcoParc rhénan » d'une quarantaine de lots, qui représentent un potentiel bâti de 350 000 m². Les terrassements démarrent en octobre.

La précommercialisation de 45 % du foncier du futur parc d'activités amène à viser de premières livraisons dès l'automne 2017. En application du montage fixé fin 2014, l'Eurométropole de Strasbourg s'apprête à racheter le reste du site avec le concours de la région Grand-Est, pour le répartir entre zone naturelle et terrains pour grands projets économiques. ● C. R.

Moselle Convivium, vitrine d'écoconstruction



Le constructeur de maisons individuelles à haute performance énergétique Innov'Habitat devrait livrer début 2017 son bâtiment vitrine « Convivium », à Norroy-le-Veneur, près de Metz. Cette construction à énergie positive associera, sur 1 400 m², un showroom des produits d'une quinzaine de marques de fabricants d'équipements, une maison témoin de 80 m², un restaurant citoyen, une salle de conférences et des bureaux. Soutenu par Bpifrance et la région Grand-Est, le projet a mobilisé 2 millions d'euros d'investissements. Grâce à ce concept, l'entreprise indépendante mosellane espère doubler d'ici à 2020 son chiffre d'affaires, de 10 millions d'euros l'an dernier.

Nancy Ecoles en révision

Deux opérations dominent le programme de rénovation d'écoles conduit par la mairie de Nancy. La restructuration du groupe scolaire Saint-Pierre a débuté cet été pour un montant de 1,85 million d'euros. Jusqu'au premier semestre 2018, elle comprend notamment l'extension de la maternelle et la création d'une bibliothèque dans l'école élémentaire. La rénovation-extension de l'école élémentaire du Montet mobilise quant à elle 1,2 million d'euros depuis juillet pour un an de chantier.

Besançon Architectes alsaciens pour projets médicaux

Deux cabinets alsaciens ont remporté les concours lancés par la Société d'équipement du département du Doubs pour des projets dans le domaine médical. DRLW concevra « Bio Innovation », un bâtiment de 3 600 m² sur le pôle Temis Santé pour 4,2 millions d'euros HT (travaux). Sur la ZAC des Hauts du Chazal, Nunc conduit le groupement de maîtrise d'œuvre pour un centre médical de 3 000 m² (4,9 millions d'euros HT de montant d'opération). Pour les deux chantiers, la consultation des entreprises se fera au premier trimestre 2017 avec une livraison au printemps 2018.

Ardennes Cinq casernes pour les pompiers

Le Service départemental d'incendie et de secours poursuit son plan de casernement entamé en 2012. Après douze rénovations et sept constructions, cinq centres de secours sont programmés à Bogny-sur-Meuse, Carignan, Grandpré, Juniville et Vendresse à partir de l'automne 2017, pour une livraison fin 2018 (coût cumulé : 3,5 millions d'euros).

Mulhouse Boues d'épuration méthanisées

La station d'épuration de l'agglomération de Mulhouse se dotera d'une unité de méthanisation nourrie par la digestion des boues et chauffée par la voisine usine d'incinération des déchets ménagers. Le Sivom, porteur du projet, programme pour fin 2017-début 2018 le début des travaux, évalués à 13 millions d'euros.